

Comptes consolidés

au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012

I. Comptes de résultat consolidés aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012

En milliers d'euros	Notes	31/12/2012	31/12/2011
Chiffre d'affaires	3	246 548	261 767
Autres produits opérationnels	5	3 936	3 104
Achats consommés		-10 650	-11 903
Charges de personnel	4	-124 249	-124 030
Autres charges opérationnelles	5	-60 076	-64 243
Impôts et taxes		-8 937	-8 693
Dotations aux amortissements et aux provisions	6	-8 507	-8 954
Résultat opérationnel courant		38 065	47 048
Autres charges et produits opérationnels non courants	5	-2 521	-787
Résultat opérationnel		35 544	46 261
Coût de l'endettement financier net	7	-95	-249
Autres charges et produits financiers	7	-759	-153
Résultat avant impôt		34 690	45 859
Impôts sur les résultats	8	-11 777	-13 082
Résultat net des sociétés intégrées		22 913	32 777
Participation dans des entreprises associées			
Résultat net de l'ensemble consolidé		22 913	32 777
Dont intérêts minoritaires		2 508	3 994
Dont part du Groupe		20 405	28 783
Résultat net par action de l'ensemble consolidé (en €)	16	7,31	9,82
Résultat net dilué par action de l'ensemble consolidé (en €)	16	7,26	10,24

II. États du résultat global consolidé aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net de l'ensemble consolidé	22 913	32 777
Gains et pertes actuariels	-1 001	-220
Écarts de conversion	-72	20
Autres charges et produits enregistrés directement en capitaux propres	-1 073	-200
Résultat global de la période	21 840	32 577
Dont part du Groupe	19 362	28 575
Dont intérêts minoritaires	2 478	4 002

III. Bilans consolidés aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012

A. ACTIF

En milliers d'euros	Notes	31/12/2012	31/12/2011
Actif non courant			
Écarts d'acquisition	9	45 676	45 744
Autres immobilisations incorporelles	10	1 741	2 280
Immobilisations corporelles	11	22 929	23 319
Immeuble de placement	12	135	139
Titres mis en équivalence			
Actifs financiers non courants	13	2 027	2 462
Impôts différés	8	12 171	12 571
Total actif non courant		84 679	86 515
Actif courant			
Stocks et en-cours		1 195	1 767
Clients et comptes rattachés	14	50 474	59 645
Autres créances et comptes de régularisation	15	13 426	18 356
Impôt courant actif	15	1 266	2 369
Valeurs mobilières de placement	20	49 871	39 977
Disponibilités et équivalents de trésorerie des activités commerciales	20	40 548	18 024
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	20	150 340	137 681
Total actif courant		307 120	277 819
Total de l'actif		391 799	364 334

B. PASSIF

En milliers d'euros	Notes	31/12/2012	31/12/2011
Capitaux propres (part du Groupe)			
Capital	16	5 600	5 573
Primes	V	1 025	562
Réserves et résultat consolidé	V	120 771	106 846
Total capitaux propres (part du Groupe)	V	127 396	112 981
Intérêts minoritaires	V	11 461	11 179
Total capitaux propres		138 857	124 160
Passif non courant			
Provisions et avantages au personnel	17 & 18	9 291	7 382
Emprunts et autres dettes financières	19	17 045	18 635
Impôts différés	8	417	629
Total passif non courant		26 753	26 646
Passif courant			
Provisions	17	2 498	1 457
Dettes financières à court terme	19	5 816	8 396
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises	20	102 608	90 391
Fournisseurs et comptes rattachés	19	18 115	20 739
Impôt courant passif	19	1 042	5 199
Autres passifs courants	19	96 110	87 346
Total passif courant		226 189	213 528
Total du passif		391 799	364 334

IV. Tableau des flux de trésorerie consolidés aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012

En milliers d'euros	Notes	31/12/2012	31/12/2011
Flux liés à l'activité			
Résultat net (part du Groupe)	I	20 405	28 783
Intérêts minoritaires	I	2 508	3 994
Résultat net des sociétés intégrées	I	22 913	32 777
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence			
Dotations et reprises des amortissements et provisions		9 417	7 929
Plus ou moins-values de cession		-1 423	151
Autres produits et charges calculés			10
Charge d'impôts différés	8	688	-3 581
Coût de l'endettement brut	7	440	545
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		32 035	37 831
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	22	5 068	-1 988
Flux net de trésorerie généré par l'activité		37 103	35 843
Flux liés aux opérations d'investissement			
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles		-5 124	-9 942
Acquisitions / diminutions nettes d'immobilisations financières		-155	-45
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			
Incidence des variations de périmètre		-74	-7 152
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		-5 353	-17 139
Flux liés aux opérations de financement			
Augmentation de capital ou apports	V	658	373
Réduction ou remboursement de capital	V		-9 118
Distributions de dividendes	V	-7 716	-9 032
Coût de l'endettement brut	7	-440	-545
Émission / Remboursement d'emprunts		-4 180	8 766
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		-11 678	-9 555
Variation de trésorerie			
Incidences des variations de taux de change		-117	14
Trésorerie à l'ouverture	20	77 332	68 197
Reclassement de trésorerie		19	-29
Trésorerie de clôture	20	97 306	77 332

Ce tableau de flux n'intègre pas les flux de trésorerie gérés pour le compte de tiers dans le cadre des activités promotionnelles.

V. Tableau de variation des capitaux propres consolidés aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2012

En milliers d'euros	Capital social	Primes	Réserves	Actions propres	Résultat	Écarts de conversion	Capitaux propres du Groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres au 31 décembre 2010	5 864	9 023	57 921	-106	26 497	-36	99 163	10 352
Résultat net de la période					28 783		28 783	3 994
Résultats enregistrés directement en capitaux propres			-192			-16	-208	8
Résultat global de la période			-192		28 783	-16	28 575	4 002
Acquisitions de titres								10
Augmentation / diminution de capital	-291	-8 461					-8 752	
Titres d'autocontrôle				-146			-146	
Affectation résultat 2010			26 497		-26 497			
Dividendes versés			-5 874				-5 874	-3 184
Stock-options			15				15	
Capitaux propres au 31 décembre 2011	5 573	562	78 367	-252	28 783	-51	112 981	11 179
Résultat net de la période					20 405		20 405	2 508
Résultats enregistrés directement en capitaux propres			-957			-86	-1 043	-30
Résultat global de la période			-957		20 405	-86	19 362	2 478
Acquisitions de titres								-28
Augmentation / diminution de capital	27	463		168			658	
Titres d'autocontrôle				-33			-33	
Affectation résultat 2011			28 783		-28 783			
Dividendes versés			-5 573				-5 573	-2 168
Stock-options								
Capitaux propres au 31 décembre 2012	5 600	1 025	100 620	-117	20 405	-137	127 396	11 461

VI. Annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2012

NOTE 1 - Règles et méthodes comptables

Les états financiers consolidés du Groupe Tessi au 31 décembre 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2012.

Les normes d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2012 sont sans incidence sur les états financiers du Groupe.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire en 2012.

Ces états financiers consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 8 avril 2013.

1. Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis selon la convention du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur : les instruments financiers dérivés, les investissements détenus à des fins de négociation et les investissements disponibles à la vente. Les actifs et passifs qui font l'objet d'une opération de couverture sont renseignés à leur juste valeur en considération du risque couvert.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

2. Règles de consolidation

Toutes les sociétés dans lesquelles le Groupe Tessi exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe Tessi exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif ou un contrôle conjoint sont mises en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe contrôle au moins 20 % du capital de la société.

Au 31 décembre 2012, aucune société du Groupe n'est intégrée selon la méthode de la mise en équivalence.

Les titres de filiales non significatives, ainsi que les titres détenus à long terme dans les SNC souscrites dans le cadre de la loi Girardin, sont classés en tant qu'actifs non courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en autres éléments du résultat global, sauf s'il s'agit d'une dépréciation durable (cette dernière étant alors enregistrée en résultat).

3. Conversion des états financiers

Les comptes financiers présentés dans ce rapport ont été établis en euros.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis sur la base du taux de clôture pour les postes du bilan à l'exception des capitaux propres, et au cours moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux ne sont pas incluses dans le résultat de la période mais affectées directement en réserves de conversion.

4. Méthodes et règles d'évaluation

4.1. Immobilisations incorporelles

a. Écarts d'acquisition

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition correspondent à la différence, lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part dans l'évaluation à leur juste valeur des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an.

Pour ce test, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables.

Les modalités des tests de perte de valeur des UGT sont détaillées dans la note 4.4

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et sa valeur recouvrable est comptabilisé en autres charges opérationnelles non courantes. Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

b. Autres immobilisations incorporelles

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété par le Groupe sont comptabilisés au coût d'achat.

Leur durée d'utilité est estimée au maximum à 3 ans, et ils sont amortis linéairement sur cette durée.

4.2. Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition ou de production diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs éventuelles.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût historique.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composants significatifs ayant des durées d'utilité différentes, ces derniers sont comptabilisés séparément.

Les immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrites ci-dessous.

a. Contrats de location

Conformément à la norme IAS 17 « Contrats de location », les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers.

b. Amortissement

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif corporel suivant la méthode linéaire. Les durées d'utilité retenues pour les différentes catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

- ensembles immobiliers :
 - terrain non amortissable
 - aménagements terrain 10 ans
 - constructions et aménagements 30 à 40 ans
- agencements 5 à 8 ans
- matériel et outillage 3 à 7 ans
- mobilier, matériel de bureau 3 à 10 ans

4.3. Actifs financiers

a. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers sont notamment composés de titres participation et autres titres immobilisés de sociétés non consolidées, de prêts et créances financières à long terme et de titres de placement.

Ils sont analysés et classés en quatre catégories :

- Actifs financiers détenus à des fins de transaction

Les actifs détenus à des fins de négociation sont classés en tant qu'actifs courants et sont comptabilisés à leur juste valeur ; les gains ou pertes résultant de cette évaluation sont repris en résultat.

La juste valeur des actifs détenus à des fins de transaction est définie comme la valeur boursière (offre) à la date de clôture, ou sur la base des techniques d'actualisation des flux de trésorerie pour les instruments non cotés.
- Actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance

Les placements ayant une échéance fixée supérieure à un an, que le Groupe a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à échéance, sont inclus dans les actifs non courants et sont comptabilisés au coût amorti. Ce dernier est déterminé en fonction du taux d'intérêt effectif d'origine des placements, diminué des pertes de valeur.
- Prêts et placements long terme

Les prêts et placements long terme sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis évalués au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs que la société a l'intention de conserver pour une période non déterminée et qui peuvent être vendus pour répondre à des besoins de liquidité ou des changements de taux d'intérêts. Ils comprennent les titres de participation non consolidés. Ils sont évalués à chaque arrêté comptable à la juste valeur, les gains et pertes résultant de cette évaluation

sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sauf s'il s'agit d'une dépréciation durable (cette dernière étant alors enregistrée en résultat).

Les titres de participation et autres titres immobilisés font l'objet d'une dépréciation durable dès lors que la valeur d'inventaire de ces titres est inférieure à leur coût historique. Les dépréciations sont déterminées en tenant compte de la quote-part des capitaux propres détenus, de la valeur de marché des titres, lorsque celle-ci peut être connue, et des perspectives de rentabilité à moyen et long terme des participations concernées.

b. Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Premier Entré Premier Sorti et comprennent le prix d'achat et les frais accessoires.

c. Clients et autres créances d'exploitation

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale qui est équivalente à leur juste valeur compte tenu de leur échéance à court terme. Le cas échéant, ces créances sont diminuées d'une provision pour dépréciation, pour les ramener à leur valeur nette de réalisation estimée. Les provisions pour dépréciation des créances clients sont déterminées en fonction de leur antériorité et des risques de non-recouvrement identifiés.

d. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme ayant une échéance de moins de trois mois à compter de la date d'acquisition, non soumis à des variations significatives de valeur, offrant une grande liquidité.

Les placements classés en équivalents de trésorerie ayant une maturité supérieure à 3 mois ont des options de sortie sans pénalités exerçables à tout moment initialement prévues au contrat, et n'ont pas de risque de valeur lié au niveau de rémunération minimum acquise.

La valorisation des placements à court terme est effectuée à la valeur de marché à chaque clôture.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent également les comptes liés aux activités financières de CPoR Devises (comptes bancaires, devises, or). Pour une meilleure compréhension, les comptes présentés dans le bilan publiable de CPoR Devises ont été repris sur une ligne spécifique dans les actifs et passifs courants des bilans consolidés.

- Opérations en devises : les actifs et les passifs libellés en devises sont évalués au cours de change communiqué par la Banque Centrale Européenne à la clôture de l'exercice.
- Opérations Or : Les avoirs et dettes en or sont valorisés selon les dispositions du règlement n° 89-01 du 22 juin 1989, relatif à la comptabilisation des opérations en devises, modifié par les règlements n° 90-01 du 23 février 1990, n° 95-04 du 21 juillet 1995, du Comité de la réglementation bancaire et financière, et 00-02 du 04 Juillet 2000, du Comité de la Réglementation Comptable.

Les avoirs d'or physique, ainsi que les créances et dettes sont valorisés sur la base des cours de marché des différents produits commercialisés, à la date d'arrêt.

Le risque de variation de cours des avoirs physiques est couvert par une position courte symétrique en or scriptural (onces d'or), équivalente au poids total des avoirs

d'or physique. Le fonctionnement du compte de couverture Or, structurellement à découvert, est autorisé dans le cadre d'une ligne de crédit confirmé.

Les primes attachées à certains produits dont le prix de marché est différent de la simple valorisation de leur poids d'or, ne font pas l'objet d'une couverture spécifique.

- Comptes bancaires de la clientèle : les comptes bancaires de la clientèle sont inscrits au bilan à leur valeur nominale, et les comptes en devises au cours de la Banque Centrale Européenne.
- Prêts et emprunts au jour le jour : ils sont souscrits pour assurer la gestion quotidienne de la trésorerie.

4.4. Dépréciation des actifs

Dans le cadre de la norme IAS 36 « Dépréciations des actifs », la valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur. Ce test est effectué au minimum une fois par an.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Une UGT est le plus petit groupe d'actifs générant des flux de trésorerie de manière autonome et correspond au niveau auquel le Groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

Les flux de trésorerie retenus sont issus des « business plans » des UGT couvrant les cinq prochains exercices et sont actualisés par application d'un coût moyen pondéré du capital déterminé en fonction de l'activité des UGT.

Les trois secteurs retenus (Tessi documents services, CPoR Devises et Tessi marketing services) dans le cadre de la norme IFRS 8 constituent trois UGT homogènes. En raison de l'interdépendance des sociétés dans chaque secteur, il n'a pas été identifié d'UGT plus petite.

Une dépréciation est comptabilisée en raison de l'excédent de la valeur comptable sur la valeur recouvrable de l'actif, cette dernière étant la plus grande valeur entre la valeur d'utilité et la juste valeur de marché diminuée des coûts de cession.

La dépréciation ainsi déterminée est imputée en priorité sur les écarts d'acquisitions puis au prorata des valeurs comptables des autres actifs.

4.5. Provisions

Des provisions sont constatées pour des risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation légale ou implicite vis-à-vis du tiers et qu'il est certain ou probable que cette obligation provoquera une sortie de ressources.

- Provisions pour restructuration : une provision pour restructuration est comptabilisée quand un plan de restructuration formalisé et détaillé a été approuvé par l'organe compétent, et quand le Groupe a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée que ce plan sera mis en œuvre soit en commençant à exécuter le plan soit en leur annonçant ses principales caractéristiques.

La provision inclut uniquement les dépenses liées au plan comme notamment les coûts liés aux fermetures de sites.

- Provisions pour litiges : d'une manière générale, chacun des litiges et risques connus, dans lesquels le Groupe est impliqué, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la Direction, et après avis des conseils externes, le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, sociale et des litiges commerciaux.

4.6. Régimes de retraite et indemnités de cessation de services

Les engagements liés aux régimes de retraite à prestations définies sont provisionnés et déterminés selon la méthode des unités de crédit projetées. Les engagements sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite. L'actualisation des engagements et la revalorisation des salaires ont été calculées par un actuair indépendant utilisant une méthode actuarielle.

Il est considéré que les départs se font à l'initiative du salarié.

Les écarts actuariels relatifs aux régimes à prestations définies postérieures à l'emploi, qui proviennent d'une part des changements d'hypothèses actuarielles et d'autre part des écarts d'expérience, sont reconnus en contrepartie des capitaux propres, nets d'impôts différés selon l'option de l'amendement à IAS 19.

Les effets significatifs d'une liquidation ou d'une réduction sur un régime postérieur à l'emploi à prestations définies, sont constatés intégralement par le biais du compte de résultat.

4.7. Actions propres

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres.

4.8. Avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres

Des options de souscription d'actions peuvent être accordées à un certain nombre de salariés du Groupe. Elles donnent le droit de souscrire à des actions de Tessi pendant un délai de quatre ans à un prix d'exercice fixe déterminé lors de leur attribution.

Les options font l'objet d'une évaluation déterminée par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés appréciée à la date d'octroi. Cette évaluation tient compte du prix d'exercice, de la durée de vie des options ainsi que du cours de l'action sous-jacente. Il n'a pas été tenu compte d'un taux de rotation des bénéficiaires, ceux-ci étant supposés présents à la date de levée des options.

Le coût des opérations réglées en actions est comptabilisé en charge avec, en contrepartie, une augmentation correspondante des capitaux propres, sur une durée qui se termine à la date à laquelle le bénéficiaire salarié devient créancier de la gratification. Aucune charge n'est reconnue au titre des avantages dont les titulaires ne remplissent pas les conditions exigées pour acquérir un droit de créance définitif.

L'effet de dilution des options non exercées a été pris en compte au niveau du résultat par action.

4.9. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités cédées ou en cours de cession

Un actif immobilisé ou un groupe d'actifs et de passifs, est détenu en vue de la vente quand sa valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente et non d'une utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif doit être disponible en vue de sa vente immédiate et sa vente doit être hautement probable. Ces actifs ou groupes d'actifs sont présentés séparément des autres actifs ou groupes d'actifs, sur la ligne « actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan dès lors qu'ils sont matériels. Ces actifs ou groupes d'actifs sont mesurés au plus bas de leur valeur comptable ou du prix de cession estimé, net des coûts relatifs à la cession. Les passifs d'un groupe d'actifs détenus en vue de la vente sont présentés sur la ligne « passifs liés aux actifs destinés à être cédés ou abandonnés » du bilan.

4.10. Compte de résultat

Le compte de résultat consolidé adopte une présentation par nature.

a. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est égal au montant des ventes de produits et services liés aux activités courantes de l'ensemble constitué par les sociétés commerciales consolidées par intégration globale. En ce qui concerne CPoR Devises, le chiffre d'affaires retenu est le Produit Net Bancaire. Il est composé des éléments suivants :

- Intérêts – charges et produits assimilés : il s'agit de charges et produits d'intérêts sur les comptes bancaires et les opérations de prêts ou d'emprunts.
- Commissions : elles sont comptabilisées en produits en totalité à la date d'encaissement
- Résultat sur opérations des portefeuilles de négociation : ce résultat est composé des opérations de change dans le cadre de l'activité de CPoR Devises.

Les résultats sur opérations de change sont déterminés conformément au règlement n° 89-01 du 22 juin 1989, relatif à la comptabilisation des opérations en devises, modifié par les règlements n° 90-01 du 23 février 1990, n° 95-04 du 21 juillet 1995, du Comité de la réglementation bancaire et financière, et 00-02 du 04 Juillet 2000, du Comité de la Réglementation Comptable.

Le résultat de change est déterminé par devise. L'ensemble des actifs et passifs en devises est réévalué en comparant la contrevaletur historique et la contrevaletur réévaluée sur la base des cours de référence à la date de clôture communiqués par la Banque Centrale Européenne.

Les profits et pertes de change sont comptabilisés par devise dans les comptes de gains ou de pertes sur opérations en devises, sans qu'aucune compensation ne soit effectuée entre plus et moins-values latentes.

Les produits et les charges payés ou perçus sont enregistrés au cours du jour de la transaction.

- Autres produits d'exploitation bancaire : ils sont principalement composés des revenus liés à l'activité OR (achat-vente Or, commission Or...).

Le résultat des opérations or est déterminé par produit. L'ensemble des actifs et passifs en or est réévalué en comparant la contrevaletur historique et la contrevaletur réévaluée sur la base des cours de marché à la date de référence.

Les activités opérationnelles recouvrent toutes les activités dans lesquelles une entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités connexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités ordinaires.

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Les produits provenant de prestations de services sont enregistrés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué sur la base des travaux exécutés. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, ou des coûts associés.

b. Charges de personnel

Le poste « charges de personnel » inclut la participation des salariés et les avantages accordés au personnel et réglés par remise d'instruments de capitaux propres.

c. Impôt sur les résultats

Le poste « impôts sur les résultats » comprend la somme des impôts exigibles et d'impôts différés.

Des impôts différés sont comptabilisés pour tenir compte de l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales de certains éléments actifs et passifs du bilan consolidé. Ils sont calculés selon la méthode bilancielle avec application du report variable, sans actualisation.

Les pertes fiscales reportables font l'objet de la reconnaissance d'un impôt différé à l'actif du bilan dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les différences temporelles correspondantes pourront être imputées.

Les actifs d'impôts différés sont examinés à chaque date de clôture et sont réduits dans la proportion où il n'est plus désormais probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

L'horizon de recouvrement des reports fiscaux déficitaires fixé par le Groupe est de 8 ans.

4.11. Résultat net par action (RNPA)

Le résultat net par action a été calculé en conformité avec la norme IAS 33.

L'information présentée est calculée selon les deux méthodes suivantes :

- RNPA : Résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions en circulation pendant l'exercice,
- RNPA dilué : Résultat net part du Groupe rapporté au nombre d'actions en circulation pendant l'exercice, augmenté du nombre d'actions dilutives potentielles relatives aux options de souscription d'actions.

4.12. Information sectorielle

Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges.

Conformément à IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information présentée Note 3 pour chaque secteur est identique à celle présentée au Principal Décideur Opérationnel aux fins de prise de décision concernant l'affectation des ressources au secteur et d'évaluation de sa performance.

Pour accompagner l'évolution de son périmètre et accroître sa lisibilité, le Groupe Tessi structure désormais son offre de la manière suivante :

- le secteur Tessi documents services propose une offre globale, complète et évolutive dans la gestion des flux entrants, circulants et sortants dans le contexte d'un marché de la dématérialisation qui explose :
 - flux entrants / dématérialisation : BPO pluri-sectoriels, activités de back-office bancaires moyens de paiement scripturaux (chèques, virements, prélèvements et effets électroniques) et gestion de moyens de paiement et encaissements,
 - technologies : édition et intégration de solutions logicielles et matérielles de traitement de moyens de paiement, documents hybrides et échanges numériques (BOS Manager, Docubase, Logidoc-Solutions, Sakarah, ASPOne.fr...),
 - flux sortants (mailings, factures, fiches de paie, relevés de compte, quittances...) : éditique de gestion, traitement industriel de courriers égrenés, recommandés et dématérialisés, dématérialisation des factures,
 - contact center : gestion de la relation client à distance.
- le secteur CPoR Devises rassemble les activités de grossiste sur le marché du billet de banque étranger et sur le marché de l'or physique en France, ainsi que les activités de change manuel de la banque belge Goffin Bank acquises en 2010,
- le secteur Tessi marketing services regroupe le marketing promotionnel, la logistique publi-promotionnelle et le marketing direct.

NOTE 2 - Variation du périmètre de consolidation au 31 décembre 2012

Variations du périmètre de consolidation et des pourcentages d'intérêts

1. Sur l'année 2012, acquisitions et créations des sociétés suivantes

- Complément d'acquisition au 14 septembre 2012 de la société Tessi-T.G.D. Le pourcentage de participation du Groupe dans la société Tessi-T.G.D. est passé de 99,99% à 100%.
- Suite à une recapitalisation de la société RIB Rhône, le pourcentage de participation du Groupe est passé de 99,8% à 100%.

Ces mouvements n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes consolidés 2012.

2. Autres mouvements sur l'année 2012

- Cession en date du 17 avril 2012 de la société Docubase Systems Inc, basée aux Etats-Unis.
- La société DECLARATIS a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine à la société XWZ32, en date du 5 novembre 2012.
- Liquidation en date du 31 décembre 2012 de la société SAMP, spécialisée dans le marketing de proximité.
- Liquidation en date du 31 décembre 2012 de la société Coup de Foudre, spécialisée dans le conseil en communication.

Ces mouvements n'ont pas d'impacts significatifs sur les comptes consolidés 2012.

NOTE 3 - Information sectorielle

1. Secteurs d'activité

31/12/2012

En millions d'euros	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi marketing services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires brut	162,8	53,5	32,4	248,7
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	1,9		0,2	2,1
Total chiffre d'affaires	160,9	53,5	32,2	246,6
Résultat opérationnel courant	19,0	19,1	-0,1	38,0
Dotations aux amortissements des immobilisations	5,3	1,2	0,6	7,1
Bilan				
Actifs sectoriels	92,5	17,3	14,2	124,0
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises		150,3		150,3
Actifs d'impôts				13,4
Autres actifs				104,1
Total des actifs consolidés				391,8
Passifs sectoriels	63,9	7,6	14,7	86,2
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		102,6		102,6
Dettes financières				22,9
Autres dettes (avances sur opérations promotionnelles)				39,8
Passifs d'impôts				1,4
Capitaux propres				138,9
Total des passifs consolidés				391,8
Investissements non financiers	5,2	2,0	0,5	7,7
Autres informations				
Effectifs de clôture	2 942	150	217	3 309

Les actifs et passifs sectoriels de Tessi marketing services sont impactés de la cession d'une branche d'activité.

31/12/2011

En millions d'euros	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi marketing services	Total
Compte de résultat				
Chiffre d'affaires brut	162,5	62,8	39,1	264,4
Dont chiffre d'affaires inter secteurs	2,2		0,4	2,6
Total chiffre d'affaires	160,3	62,8	38,7	261,8
Résultat opérationnel courant	19,5	27,4	0,1	47,0
Dotations aux amortissements des immobilisations	5,2	1,1	1,1	7,4
Bilan				
Actifs sectoriels	98,8	16,5	19,4	134,7
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises		137,7		137,7
Actifs d'impôts				14,9
Autres actifs				77,0
Total des actifs consolidés				364,3
Passifs sectoriels	66,6	9,0	14,9	90,5
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		90,4		90,4
Dettes financières				27,0
Autres dettes (avances sur opérations promotionnelles)				26,4
Passifs d'impôts				5,8
Capitaux propres				124,2
Total des passifs consolidés				364,3
Investissements non financiers	7,8	1,9	0,5	10,2
Autres informations				
Effectifs de clôture	3 022	147	295	3 464

2. CPoR Devises

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Intérêts / produits et charges assimilés	-793	-421
Commissions nettes	1 379	1 078
Résultat sur opérations des portefeuilles de négociation	35 530	35 840
Autres produits d'exploitation bancaire	17 237	26 271
Produit Net Bancaire	53 353	62 768

NOTE 4 - Charges de personnel

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Salaires et traitements	87 492	87 678
Charges sociales	34 851	34 322
Participation des salariés	1 906	2 015
Paiement en actions (stock-options)		15
Total	124 249	124 030

Effectifs présents au 31 décembre

	31/12/2012	31/12/2011
Cadres	475	463
Non cadres	2 834	3 001
Total	3 309	3 464

NOTE 5 - Autres charges et produits opérationnels

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Subvention d'exploitation	14	7
Reprises amortissements et provisions	1 620	1 353
Autres produits opérationnels	2 302	1 744
Total autres produits opérationnels	3 936	3 104

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Autres services extérieurs	37 463	37 786
Autres charges externes	21 668	25 286
Autres charges opérationnelles	945	1 171
Total autres charges opérationnelles	60 076	64 243

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Plus ou moins-values de cession	-320	-151
Plus ou moins-values de cession des locaux de Bobigny	1 368	
Total plus ou moins-values de cession	1 048	-151
Coûts de restructuration	-3 569	-601
Dépréciation d'écart d'acquisition		-35
Total autres charges et produits opérationnels non courants	-2 521	-787

En 2011, les coûts de fermeture de l'entrepôt de Bobigny ont été placés sous le résultat opérationnel courant car il s'agit de coûts non récurrents significatifs pour l'activité Tessi marketing services.

En 2012, les coûts de restructuration sont relatifs à la réorganisation du pôle marketing services et à la cession de la branche autonome d'activité logistique BtoB. Ils sont

composés, d'une part, d'une indemnité de 1,7 millions d'euros versée dans le cadre de la reprise d'activité déficitaire, et d'autre part, suite au déménagement, d'un montant de charges de 1,8 millions d'euros composé des charges de double loyer, de remise en état des locaux et de valeur nette comptable des actifs abandonnés.

NOTE 6 - Détail des amortissements et provisions

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Amortissements	7 057	7 361
Provisions	1 450	1 593
Total	8 507	8 954

NOTE 7 - Charges et produits financiers

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Produits financiers sur trésorerie	345	296
Frais financiers sur emprunts	-440	-545
Coût de l'endettement financier net	-95	-249
Autres produits	183	150
Autres frais financiers	-942	-303
Autres charges et produits financiers	-759	-153
Total charges et produits financiers	-854	-402

En 2012, les autres frais financiers comprennent une provision pour dépréciation des titres de participation minoritaires de 24h00 pour un montant de 0,6 millions d'euros.

NOTE 8 - Impôts sur les résultats

1. Analyse de la charge d'impôt

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Impôts sur le résultat de l'exercice	11 195	16 785
Autres impôts exigibles	-106	-122
Impôts exigibles	11 089	16 663
Liés à la naissance ou à l'inversion des différences temporelles	-576	-2 705
Autres impôts différés	1 264	-876
Impôts différés	688	-3 581
Impôts sur les résultats	11 777	13 082

2. Rapprochement entre la charge d'impôt et le résultat avant impôts

En milliers d'euros	31/12/2012	Taux 2012	31/12/2011	Taux 2011
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	20 405		28 783	
Intérêts minoritaires	2 508		3 994	
Résultat net des sociétés mises en équivalence				
Résultat net de l'ensemble consolidé	22 913		32 777	
Charge d'impôt du Groupe	11 777		13 082	
Résultat avant impôts	34 690		45 859	
Dépréciation des écarts d'acquisition			35	
Résultat avant impôts et dépréciation des écarts d'acquisition	34 690		45 894	
Taux d'imposition en France		x 33,33 %		x 33,33 %
Charge d'impôt théorique	11 563		15 298	
Rapprochement :				
Différences permanentes	183		397	
Investissement Outre-Mer *	-884		-2 735	
Différentiel sur fiscalité étrangère	-167		-225	
Impact des différences des taux d'imposition	374		385	
Crédits d'impôts	-131		-142	
Déficits fiscaux non activés	911		598	
Déficits antérieurs non activés et utilisés	-293		-531	
Déficits antérieurs activés et perdus	221		37	
Taux d'impôt effectif		x 33,95 %		x 28,51 %
Charge d'impôt réelle	11 777		13 082	

* Cet impôt différé actif correspond à l'économie d'impôt future générée par les investissements Outre-Mer réalisés dans le cadre du dispositif Girardin (art. 217 undecies du CGI).

3. Les différences permanentes sont principalement liées aux éléments suivants

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Charges et produits non déductibles ou non imposables	441	359
Autres	-258	38
Impôts sur les résultats	183	397

4. Origine des impôts différés actifs et passifs

En milliers d'euros	31/12/2012			31/12/2011		
	Actifs	Passifs	Net	Actifs	Passifs	Net
Immobilisations	110	880	-770	298	943	-645
Amortissements (Crédits-Baux)					6	-6
Charges à payer / Produits à recevoir	849		849	886		886
Investissement Outre-Mer	7 743		7 743	7 130		7 130
Autres actifs	444		444	441		441
Provisions (IFC)	2 650		2 650	2 018		2 018
Autres passifs		1 329	-1 329		847	-847
Reports fiscaux déficitaires	2 169		2 169	2 967		2 967
Impôts différés sociaux		2	-2		2	-2
Impôts différés nets	13 965	2 211	11 754	13 740	1 798	11 942
Impôts différés actifs au bilan			12 171			12 571
Impôts différés passifs au bilan			417			629

Au 31 décembre 2012, le montant des pertes fiscales reportables non reconnues s'élève à 7,5 millions d'euros.

NOTE 9 - Écarts d'acquisition

En milliers d'euros	Total	Tessi documents services	CPoR Devises	Tessi marketing services
Montant brut au 31 décembre 2011	53 471	38 684	12 041	2 746
Dépréciations cumulées	-7 727	-6 188		-1 539
Net au 31 décembre 2011	45 744	32 496	12 041	1 207
Acquisitions				
Cessions	-68			-68
Réaffectation des écarts d'acquisition provisoires				
Dépréciations				
Dépréciations des actifs destinés à être cédés ou abandonnés				
Écarts d'acquisition au 31 décembre 2012	45 676	32 496	12 041	1 139
Montant brut au 31 décembre 2012	53 403	38 684	12 041	2 678
Dépréciations cumulées	-7 727	-6 188		-1 539
Net au 31 décembre 2012	45 676	32 496	12 041	1 139

Les écarts d'acquisition sont constatés à la date d'acquisition sur la base de l'allocation provisoire du prix d'acquisition.

Le Groupe ajuste cette allocation provisoire au cours de la période d'allocation (n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition) pour refléter les valeurs finales de certains actifs et passifs comme les actifs incorporels, les avantages du personnel, les passifs éventuels et les soldes d'impôt courant et différé.

Les écarts d'acquisition ont été soumis à un test de dépréciation conformément à la méthode comptable exposée en note 4.4.

Leur valeur d'utilité est calculé selon la méthode « Discounted Cash Flow ». Les principales hypothèses actuarielles pour réaliser les tests de dépréciation de valeur des UGT sont les suivantes :

- Nombre d'année sur lequel les flux de trésorerie sont estimés : cinq ans, sur la base des données issues du processus budgétaire pour la première année et d'une extension de ce processus pour les 4 années suivantes.
- Coût moyen pondéré du capital (WACC) de 7,68 %, revu en 2012 en fonction notamment de l'évolution des taux sans risque et de la prime de risque.
- Taux de croissance à long terme au-delà de la période de 5 ans du business plan de 2%.

Le résultat de ces tests de dépréciation n'a pas conduit au 31 décembre 2012 à la reconnaissance de perte de valeur.

Par ailleurs, les analyses de sensibilité effectuées en faisant varier notamment :

- les hypothèses financières (WACC +0,5 point, croissance à long terme -0,5 point) et
- les hypothèses économiques (taux de croissance du chiffre d'affaires < -2 points générant un taux de résultat opérationnel courant de -1 point)

ne mettent pas en évidence de valeur recouvrable inférieure à la valeur comptable de chacune des UGT.

NOTE 10 - Autres immobilisations incorporelles

Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Frais de Recherche et Développ.	Concessions, brevets, licences	Logiciels en crédit-bail	Autres immos incorporelles	Immos incorporelles en cours
Valeur brute à l'ouverture	14 496	1 319	9 211	1 007	2 614	345
Cumul des amortissements	-12 216	-545	-8 170	-1 007	-2 494	
Cumul des pertes de valeur						
Valeur nette au 1^{er} janvier 2012	2 280	774	1 041		120	345
Acquisitions	647		234		84	329
Immobilisations générées en interne						
Variations de périmètre (net)	-2				-2	
Cessions (net)						
Dotations aux amortissements DAP des actifs destinés à être cédés	-1 181	-188	-875		-118	
Virements de poste à poste (net)			345			-345
Écarts de conversion (net)	-3		-3			
Reclassement actifs destinés à être cédés ou abandonnés (net)						
Valeur brute à la clôture	13 889	1 319	8 548	1 007	2 686	329
Cumul des amortissements	-12 148	-733	-7 806	-1 007	-2 602	
Cumul des pertes de valeur						
Valeur nette au 31 décembre 2012	1 741	586	742		84	329

NOTE 11 - Immobilisations corporelles

Analyse de la variation

	Total	Terrains	Construction	Install. techn., matériels info et ind.	Install techn. en crédit-bail	Autres immos corporelles	Autres immos corporelles en crédit-bail	Immos en cours	Avances et acomptes
En milliers d'euros									
Valeur brute à l'ouverture	74 726	1 013	5 769	31 361	4 029	32 253	235	58	8
Cumul des amortissements	-51 407		-730	-23 247	-4 026	-23 188	-216		
Cumul des pertes de valeur									
Valeur nette au 1^{er} janvier 2012	23 319	1 013	5 039	8 114	3	9 065	19	58	8
Investissements	7 090			1 906		2 174		3 008	2
Variations de périmètre (net)	-24			-13		-11			
Cessions (net)	-1 263		-1 118	-18		-127			
Dotations aux amortissements	-6 169		-187	-3 025	-3	-2 935	-19		
Dotations des actifs destinés à être cédés ou abandonnés									
Virements de poste à poste (net)				-318		331		-5	-8
Écarts de conversion (net)	-24			-7		-17			
Reclassement actifs destinés à être cédés ou abandonnés (net)									
Valeur brute à la clôture	76 087	1 013	4 168	32 405	3 848	31 355	235	3 061	2
Cumul des amortissements	-53 158		-434	-25 766	-3 848	-22 875	-235		
Cumul des pertes de valeur									
Valeur nette au 31 décembre 2012	22 929	1 013	3 734	6 639		8 480		3 061	2

NOTE 12 - Immeuble de placement

	Évaluation au coût historique au 31/12/2012	Évaluation au coût historique au 31/12/2011
En milliers d'euros		
Valeur nette à l'ouverture	139	143
Valeur brute	198	198
Cumul des amortissements	-59	-55
Cumul des pertes de valeur		
Amortissements	-4	-4
Pertes de valeur (comptabilisées) reprises dans le compte de résultat		
Autres		
Valeur nette à la clôture	135	139
Valeur brute	198	198
Cumul des amortissements	-63	-59
Cumul des pertes de valeur		

NOTE 13 - Actifs financiers non courants

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Titres détenus jusqu'à l'échéance		
Prêts et créances à long terme		
Dépôts, cautionnements et prêts	1 839	1 770
Titres disponibles à la vente		
Titres de participation et autres titres immobilisés *	25 572	22 807
Titres de placement en juste valeur		
Total valeurs brutes	27 411	24 577
Dépréciations cumulées *	-25 384	-22 115
Valeur nette	2 027	2 462

* dont investissements Outre-Mer réalisés dans le cadre du dispositif Girardin (art. 217 undecies du CGI).

1. Titres non consolidés (contribution en valeurs nettes)

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
24h00	182	678
Autres	6	15
Valeur nette	188	693

2. Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Titres de participation et autres titres immobilisés	Prêts	Dépôts et cautionnements
Valeur brute à l'ouverture	24 577	22 808	25	1 744
Cumul des pertes de valeur	-22 115	-22 115		
Valeur nette à l'ouverture	2 462	693	25	1 744
Acquisitions	2 969	2 764		205
Variations de périmètre	-2			-2
Cessions	-128			-128
Revalorisation				
Virements de poste à poste				
Écart de conversion	-5			-5
Pertes de valeur	-3 269	-3 269		
Valeur brute à la clôture	27 411	25 572	25	1 814
Cumul des pertes de valeur	-25 384	-25 384		
Valeur nette au 31 décembre 2012	2 027	188	25	1 814

NOTE 14 - Créances clients et comptes rattachés

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Valeur brute	51 337	60 745
Dépréciation	-863	-1 100
Total valeur nette à l'actif	50 474	59 645
Acomptes reçus et avoirs à établir	-5 988	-5 673
Clients Affranchissements	-4 279	-4 795
Valeur nette clients	40 207	49 177
Valeur nette clients retraitée *	40 207	49 177
Chiffre d'affaires TTC (base 12 mois) *	230 919	237 952
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	63,55	75,43

* Hors activités financières

Les affranchissements sont gérés en débours, et ne font donc pas partie du chiffre d'affaires.

NOTE 15 - Autres créances et comptes de régularisation

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Acomptes versés et avoirs à recevoir	940	1 486
Créances sociales	198	264
Créances fiscales	8 109	7 982
Créances diverses	768	5 356
Charges constatées d'avance	3 411	3 268
Autres créances et comptes de régularisation	13 426	18 356
Impôts exigibles	1 266	2 369
Total	14 692	20 725

NOTE 16 - Capital social

Au 31 décembre 2012, le capital social se compose de 2 799 923 actions d'un montant nominal de 2 euros.

	Capital social en nombre d'actions	Capital social en milliers d'euros
Au 1er janvier 2012	2 786 335	5 572,7
Annulation	-2 435	-4,9
Levées d'option	16 023	32,0
Au 31 décembre 2012	2 799 923	5 599,8

1. Calcul du résultat par action

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	20 405	28 783
Nombre moyen d'actions en circulation	2 791 958	2 929 824
Résultat de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	7,31	9,82

2. Calcul du résultat dilué par action

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Résultat net part du Groupe de l'ensemble consolidé	20 405	28 783
Nombre moyen d'actions - dilué	2 809 033	2 811 468
Résultat dilué de l'ensemble consolidé en euros par action (base 12 mois)	7,26	10,24

3. Ajustements effectués afin de calculer le nombre moyen pondéré d'actions, dilué

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Nombre d'actions en circulation	2 799 923	2 786 335
Effet dilutif des options d'achats	9 110	25 133
Nombre moyen d'actions après dilution	2 809 033	2 811 468

4. Options d'achat d'actions

Mouvements de l'exercice

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Options en circulation au 1 ^{er} janvier 2012	25 133	40,96
Options émises pendant l'exercice		
Options devenues non exerçables pendant l'exercice		
Options exercées pendant l'exercice	16 023	
Options en circulation au 31 décembre 2012	9 110	40,78
Options arrivées à échéance pendant l'exercice	13 600	
Options exerçables au 31 décembre 2012	9 110	

Caractéristiques des options d'achat d'actions en circulation à la clôture de l'exercice

	Date d'attribution	Nombre d'options attribuées	Nombre d'options non exercées	Nombre d'options exercées en 2012	Période d'exercice		Prix d'exercice (en €)
					du	au	
Plan 5	09/12/2005	9 458		2 269	09/12/2009	08/12/2012	40,27
Plan 6	09/06/2006	5 562	1 000		09/06/2010	09/06/2013	47,38
Plan 7	15/06/2007	10 658	2 610	5 654	15/06/2011	15/06/2014	49,26
Plan 8	16/06/2008	15 600	5 500	8 100	16/06/2012	16/06/2015	35,56
Total		41 278	9 110	16 023			

NOTE 17 - Provisions pour risques et charges

Analyse de la variation

En milliers d'euros	Total	Provisions pour indemnités de départ en retraite	Provisions pour restructuration	Provisions pour litiges
Valeur au 1 ^{er} janvier 2012	8 839	6 085		2 754
Variation de périmètre				
Provisions supplémentaires	1 997		1 501	496
Écarts actuariels *	1 502	1 502		
Augmentation des provisions existantes	911	889		22
Montants repris utilisés	-990	-224		-766
Montants repris non utilisés	-467	-267		-200
Virement de poste à poste				
Écart de conversion	-3	-3		
Valeur au 31 décembre 2012	11 789	7 982	1 501	2 306
Provisions non courantes	9 291	7 982		1 309
Provisions courantes	2 498		1 501	997

* Les écarts actuariels sont comptabilisés en contrepartie des capitaux propres

Les provisions pour litiges couvrent essentiellement des litiges sociaux, commerciaux ou dans le cadre de la marche normale des activités.

NOTE 18 - Engagements de retraite

Principales hypothèses actuarielles

En %	2012	2011
Taux d'actualisation	2,80 %	4,50 %
Taux attendu d'augmentation des salaires des cadres	3 %	3 %
Taux attendu d'augmentation des salaires des non cadres	2 %	2 %
Taux d'inflation	2 %	2 %

NOTE 19 - Passifs et créditeurs

1. Passif portant intérêt

Exercice 2012 - en milliers d'euros	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 116	13 804	481	18 401
Dettes financières diverses	281	2 760		3 041
Découverts bancaires	1 066			1 066
Intérêts courus non échus	353			353
Total des passifs portants intérêts	5 816	16 564	481	22 861

2. Passifs courants non financiers

Exercice 2012 - en milliers d'euros	1 an au plus	1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes fournisseurs	18 112			18 112
Dettes fournisseurs d'immobilisations	3			3
Total fournisseurs	18 115			18 115
Acomptes reçus et avoirs à émettre	5 988			5 988
Dettes sociales	27 038		1 921	28 959
Dettes fiscales	17 277			17 277
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	39 779			39 779
Dettes diverses	2 419			2 419
Produits constatés d'avance	1 688			1 688
Autres passifs courants	94 189		1 921	96 110
Impôt courant passif	1 042			1 042
Total passifs courants non financiers	113 346		1 921	115 267

NOTE 20 - Trésorerie, équivalents de trésorerie et endettement net

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Valeurs mobilières de placement	49 871	39 977
Disponibilités et équivalents de trésorerie des activités commerciales	40 548	18 024
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	150 340	137 681
Découverts bancaires	-1 066	-1 591
Trésorerie et équivalents de trésorerie	239 693	194 091
Avances reçues pour le compte des opérations promotionnelles	-39 779	-26 368
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises	-102 608	-90 391
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des avances	97 306	77 332
Dettes financières	-21 442	-25 171
Trésorerie nette incluant la trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	75 864	52 161
Trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	25 670	37 521
Trésorerie nette excluant la trésorerie dédiée à l'activité CPoR Devises	50 194	14 639

1. Trésorerie de CPoR Devises

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Disponibilités et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	150 340	137 681
Comptes bancaires de la clientèle	35 539	33 035
Prêts au jour le jour	16 000	15 003
Avoirs en devises	41 544	38 963
Avoirs en or	34 280	29 132
Comptes courants débiteurs à vue	22 977	21 548
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises	-102 608	-90 391
Dépôts bancaires de la clientèle	-47 325	-17 790
Emprunts au jour le jour	-4 189	-10 689
Dettes en onces d'or	-39 592	-30 528
Dettes sur avoirs en devises	-10 587	-19 605
Comptes courants créditeurs à vue	-915	-11 779
Comptes courants à vue CPoR Devises	22 062	9 769
Trésorerie nette dédiée à l'activité CPoR Devises	25 670	37 521

2. Dettes financières

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011
Dettes financières inférieures à 1 an	4 397	6 536
Dettes financières supérieures à 1 an et inférieures à 5 ans	16 564	17 654
Dettes financières supérieures à 5 ans	481	981
Dettes financières	21 442	25 171

NOTE 21 - Juste valeur des instruments financiers

Conformément à l'amendement d'IFRS 7, le tableau suivant présente les éléments comptabilisés en juste valeur par classe d'instruments financiers selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : instruments directement cotés sur un marché actif
- Niveau 2 : instruments cotés sur un marché actif pour un instrument similaire, ou dont les techniques d'évaluations sont basées sur des paramètres observables.
- Niveau 3 : instruments dont les paramètres significatifs de valorisation ne sont pas observables.

	Niveau	Valeur comptable	Juste valeur	Actifs / passifs évalués à la juste valeur	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti
En milliers d'euros							
Actifs							
Titres de participation et autres titres immobilisés	3	188	188		188		
Prêts et créances à long terme		1 839	1 839			1 839	
Clients et comptes rattachés		50 474	50 474			50 474	
Autres créances et comptes de régul. hors charges constatés d'avance		10 015	10 015			10 015	
Valeurs mobilières de placement – SICAV	1	49 871	49 871	49 871			
Dépôts à terme	2	9 000	9 000	9 000			
Disponibilité et équivalents de trésorerie des activités commerciales	1	31 548	31 548	31 548			
Disponibilité et équivalents de trésorerie liés aux activités financières CPoR Devises	1	150 340	150 340	150 340			
Total des actifs financiers		303 275	303 275	240 759	188	62 328	
Passifs							
Emprunts et autres dettes financières à long terme	2	17 045	17 045				17 045
Dettes financières à court terme	2	5 816	5 816				5 816
Dettes liées aux activités financières CPoR Devises		102 608	102 608				102 608
Fournisseurs		18 115	18 115				18 115
Autres passifs courants		96 110	96 110				96 110
Total des passifs financiers		239 694	239 694				239 694

Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement composées de placements à très court terme (SICAV de trésorerie) dont la valeur de bilan correspond à la valeur de marché.

NOTE 22 - Variation du besoin en fonds de roulement

En milliers d'euros	31/12/2012	31/12/2011	Mouvements de périmètre	Autres mouvements	Variations de l'exercice
Variation des frais financiers	-353	-269			-84
Situation exploitation	-12 296	-5 660	-248	8	-6 396
Stock	1 195	1 767			-572
Créances d'exploitation	59 720	69 377	-248	-6	-9 403
Dettes d'exploitation	-73 211	-76 804		14	3 579
Situation hors exploitation	-39 483	-27 905	421		-11 999
Créances hors exploitation	2 034	7 725	-71		-5 620
Dettes hors exploitation	-43 240	-37 615	492	1	-6 118
Charges et produits constatés d'avance	1 723	1 985		-1	-261
Besoin en fonds de roulement	-52 132	-33 834	173	8	-18 479
Avances promotionnelles	39 779	26 368			13 411
Variation du besoin en fonds de roulement retraité					-5 068

NOTE 23 - Gestion des risques

1. Risque de taux

Dans le cadre de son financement, Tessi souscrit des emprunts bancaires à taux variables et fixes.

Les emprunts peuvent faire l'objet d'une couverture d'intérêts :

- soit par un swap de taux permettant de caper le taux d'intérêt variable
- soit par un swap de taux permettant de fixer le taux d'intérêt variable

Au 31 décembre 2012, cette couverture porte sur un montant nominal initial de dettes bancaires de 7,9 M€.

2. Risques de variation de cours

La Société n'est pas exposée de manière significative à des variations de cours.

3. Risques liés à l'environnement économique

Le Groupe est présent sur le marché français au travers de ses 3 business units (Documents Services, Marketing Services et CPoR Devises) et propose des services et des solutions technologiques à des clients dans de nombreux secteurs de l'économie.

Bien que l'activité du Groupe présente un bon niveau de résistance aux différents cycles économiques et notamment une forte récurrence grâce à des contrats pluriannuels, elle peut être sensible à l'évolution de la situation économique et financière générale et plus particulièrement de la situation financière des acteurs du secteur des services financiers et notamment les banques. Depuis 2008 ce secteur de l'économie a été le plus affecté par les

incertitudes économiques internationales et la crise financière en Europe. Cette situation a pu créer des tensions chez les clients du Groupe générant une baisse du niveau de leur activité et de leurs relations avec leurs fournisseurs et prestataires. Ces tensions sont potentiellement génératrices de pression sur les prix, d'arrêt ou de report de projets, notamment sur l'activité Documents Services.

Cette activité intègre notamment la division chèques et moyens de paiement scripturaux du Groupe, au sein de laquelle le Groupe accompagne la majorité des banques dans la gestion de leur filière des traitements des moyens de paiement papier. Dans ce contexte, le Groupe serait également affecté par une décision unilatérale qui viendrait remettre en cause la gratuité du chèque bancaire en France ou son existence même en tant que titre de paiement.

D'autre part, l'activité Marketing Services peut être extrêmement sensible aux budgets d'investissements en marketing et opérations promotionnelles consacrés par les annonceurs. Ces budgets sont eux-mêmes très sensibles à l'environnement économique et au moral des entreprises.

Enfin le Groupe n'adresse actuellement que le marché français, dès lors son niveau d'activité est sensible à l'évolution de la conjoncture économique du pays.

Une évolution négative de l'environnement économique et financier affectant les marchés sur lesquels le Groupe est présent pourrait avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

4. Risques liés à la réglementation et à son évolution

Le Groupe exerce son activité dans un environnement fortement réglementé, tant au niveau national qu'europpéen, en particulier en matière de traitement de données et flux pour son activité Documents Services et pour sa filiale CPoR Devises, établissement de crédit. En outre, une part significative des clients du Groupe est soumise à la réglementation stricte du secteur financier.

La réglementation applicable aux activités du Groupe ou à ses clients est susceptible d'évolutions qui pourraient être tant favorables que défavorables au Groupe. Un renforcement de la réglementation ou de sa mise en œuvre, tout en offrant dans certains cas de nouvelles opportunités de développement, est susceptible d'entraîner de nouvelles conditions d'exercice des activités du Groupe pouvant augmenter ses charges d'exploitation, limiter le champ de ses activités ou plus généralement constituer un frein au développement du Groupe.

De manière plus générale, le Groupe ne peut garantir que des modifications rapides et/ou importantes de la réglementation en vigueur n'auront pas à l'avenir d'effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou ses perspectives.

5. Risques liés aux activités de CPoR Devises

CPoR Devises est un établissement de crédit avec une exposition élevée aux risques de non-conformité, qui se traduisent notamment en risque d'atteinte à l'image et à la réputation. Les risques identifiés sont :

- risque lié au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme :
 - acheter des valeurs d'origine frauduleuse

- accepter des fonds issus d'activités illicites
- accepter ou transférer des fonds passibles d'embargo
- faciliter l'évasion fiscale
- faciliter le financement d'activités terroristes

CPoR Devises a mis en place un dispositif structuré, encadré par un Comité LCB-FT spécifique, qui intègre différentes mesures :

- un corpus procédural dédié, à la disposition de tous les collaborateurs de l'établissement sur l'intranet
 - des opérations effectuées très majoritairement avec des clients référencés et connus
 - un questionnaire spécifique pour les clients occasionnels, les interrogeant sur l'origine des fonds ou des valeurs et sur la justification économique de l'opération souhaitée
 - le filtrage des référentiels clients et des messages de règlement SWIFT par les listes de sanctions nationales et internationales
 - la limitation des activités internationales à une clientèle bancaire
 - la mise en œuvre d'un logiciel de détection des opérations atypiques permettant une analyse et une traçabilité des décisions
 - la formation régulière des personnels concernés
- risque déontologique de par son rôle de place sur le marché de l'or. En effet la cotation officielle de l'or, démarrée en 1948 a pris fin en 2004. Depuis cet arrêt, CPoR Devises indique chaque jour à 13 heures les prix auxquels sont répondus tous les ordres passés auprès des établissements financiers et des professionnels de l'investissement agréés. Cette cotation est publiée sur le site de la Banque de France ainsi que par plusieurs médias nationaux. Les risques identifiés sont :
 - non-respect de l'intégrité des actifs clientèle conservés en dépôt
 - non-respect des principes déontologiques en matière de cotation.

CPoR Devises opère une surveillance et une gestion du risque :

- une alerte quotidienne sur le niveau des soldes disponibles à la vente a été mise en place.
 - la cotation des matières d'or est confortée par la tenue d'un carnet d'ordres qui conserve la traçabilité de tous les ordres pris en compte.
- risque de non-conformité à l'agrément reçu par le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) :
 - défaut de constitution des dossiers clients, en particulier non-identification des ayants droits économiques
 - traitement des virements émis et reçus non-conforme aux obligations réglementaires
 - traitement de données personnelles non-conforme à la Loi Informatique et Liberté, défaut de déclaration à la CNIL ou non-respect de l'autorisation reçue

- non-respect des limites de l'activité définies par l'agrément reçu.

CPoR Devises a mis en place le dispositif suivant :

- la mise en place d'une gestion électronique des documents permettant un contrôle permanent des dossiers clients
- l'encadrement des flux financiers : règlements émis uniquement à destination de comptes identifiés des clients, contrôle des donneurs d'ordre des virements reçus
- le contrôle permanent des soldes créditeurs.
- risques opérationnels, en particulier liés à la sûreté des personnes et des biens face à tout acte de malveillance :

Ce risque majeur est pris en charge par :

- un responsable sécurité et un Comité sécurité dédié
- des mesures spécifiques auditées par un prestataire indépendant.

Les risques bancaires spécifiques auxquels est également exposée CPoR Devises et qui constituent une moindre menace sont les risques de financement à court et très court terme et les risques de marché sur les devises exotiques et sur sa position or.

Les risques de crédit, de taux d'intérêt et de liquidité sont reconnus comme faibles chez CPoR Devises.

Couverture des risques de marché sur les activités or et devises : la politique générale de gestion Actif Passif se concrétise par une couverture systématique des actifs physiques détenus par CPoR Devises dans le cadre de ses activités de garantie de la liquidité des produits traités.

Les actifs physiques en or ou en monnaie fiduciaire sont couverts par des ventes scripturales symétriques. Ce principe se décline pour l'ensemble des actifs physiques traités par CPoR Devises.

Les opérations de couverture sont assurées par des transactions scripturales au comptant ou plus rarement à terme sans que leur échéance excède un mois. Les opérations de couverture sont effectuées quotidiennement ou en cours de journée en fonction de de la position de change globale des actifs/passifs et de la volatilité constatée sur les supports.

- Couverture des actifs fiduciaires :
 - Devises majeures : les actifs fiduciaires sont couverts par des ventes scripturales au comptant dans la même devise.
 - Limites de la couverture : l'impossibilité de trouver des contreparties interbancaires pour des opérations scripturales sur certaines devises exotiques ne permet pas cependant d'aboutir à une couverture parfaite exhaustive pour chacune des deux cents devises traitées par CPoR Devises.
 - Devises exotiques : en l'absence de marché scriptural interbancaire pour les devises exotiques, les actifs fiduciaires sont couverts par une vente au comptant de devises avec lesquelles une corrélation historique peut être établie (Dollars, Francs suisses, Dollars canadiens). A défaut de corrélation avérée, la couverture des devises exotiques est assurée par une couverture en Dollars. Au 31

décembre 2012, le montant des devises exotiques s'élevait à 1,6 millions d'euros.

- Couverture des avoirs d'or physique.
 - La couverture des avoirs physiques en or ou des engagements en cours est assurée par une vente symétrique d'or scriptural (onces) à découvert, correspondant au poids total des actifs détenus par CPoR Devises.
 - La gestion du compte d'or scriptural, structurellement débiteur, est assurée dans le cadre d'une ligne de crédit confirmée.
 - Le solde du compte scriptural est ajusté au minimum une fois par jour, en fonction de l'évolution du niveau des avoirs physiques et de la volatilité intra-day du cours de l'or.
 - Limites de la couverture :
 - Les caractéristiques des pièces à intérêt numismatique et l'existence d'écarts possibles entre le cours international et national ne permettent cependant pas d'aboutir à une couverture parfaite des risques de marché attachés à la valorisation des actifs en or physique.
 - La couverture est assurée sur la base du poids des actifs physiques et ne prend pas en compte le niveau des primes pouvant exister pour certains produits à caractère numismatique dont le prix de marché est différent de la simple valorisation de leur poids d'or. L'exposition au risque de marché pour les pièces à intérêt numismatique est encadrée par une limite opérationnelle dont le montant est déterminé par le Conseil de Surveillance. Le taux moyen des primes numismatiques a évolué entre 3,5% et 9% au cours de l'exercice. L'exposition au risque de marché sur les primes numismatiques est déterminée en retenant une hypothèse de disparition totale et immédiate de la totalité des primes. Au 31 décembre 2012, le total brut des primes s'est établi à 1,9 millions d'euros correspondant à une prime moyenne de 7% sur les actifs à valeur numismatique.
 - D'autre part, la stratégie de couverture basée sur le poids des actifs physiques ne tient pas compte de la différence pouvant exister ponctuellement entre le cours international auquel est valorisé le solde du compte d'or scriptural, et le cours national auquel sont valorisés les actifs physiques. L'analyse de l'écart entre les deux cours constaté en fin de mois au cours de l'exercice 2012 permet d'apprécier la portée relative de cette imperfection de la couverture. L'écart maximum constaté au cours de l'exercice 2012 entre ces deux cours s'est élevé à 0,8% et aucun écart n'est constaté au 31 décembre.

NOTE 24 - Evènements post-clôture

En janvier 2013, Tessi a finalisé sa première émission obligataire auprès d'investisseurs institutionnels français.

Les principales caractéristiques de cet emprunt obligataire sont les suivantes :

- Montant total de l'émission : 20 millions d'euros
- Date d'émission : 11 janvier 2013
- Maturité : 31 décembre 2018
- Coupon : 3,95%
- Place de cotation : Cote officielle de la Bourse du Luxembourg

Réalisé dans des conditions attractives, le produit de cette émission obligataire vient renforcer une situation financière déjà solide. Elle permet à Tessi de conforter ses besoins de financement à moyen terme tant en matière de croissance organique que de croissance externe et de diversifier ses sources de financement.

NOTE 25 - Honoraires des Commissaires aux Comptes et membres de leurs réseaux pris en charge par le Groupe

En milliers d'euros	BDO Rhône-Alpes				Audits et Partenaires				Autres cabinets			
	Montants (HT)		%		Montants (HT)		%		Montants (HT)		%	
	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011	2012	2011
Commissariat aux comptes	276	267	79%	85%	220	218	100%	100%	46	48	100%	100%
Émetteur	47	44	14%	14%	47	44	21%	20%				
Filiales	229	223	65%	71%	173	174	79%	80%	46	48	100%	100%
Missions accessoires	29		8%									
Émetteur	29		8%									
Filiales												
Audit	305	267	87%	85%	220	218	100%	100%	46	48	100%	100%
Juridique, fiscal, social												
Autres prestations	46	46	13%	15%								
Autres prestations	46	46	13%	15%								
Total	351	313	100%	100%	220	218	100%	100%	46	48	100%	100%

NOTE 26 - Informations sur les entreprises et parties liées

Les principes et règles arrêtés par le Conseil d'Administration pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux sont précisés dans le rapport du président conformément aux articles L.225-37 du Code de Commerce.

La rémunération du Président-directeur général est fixée par le Conseil d'Administration et comprend, en principe, uniquement une partie fixe. Pour tenir compte des performances du Groupe, le Conseil d'Administration peut lui attribuer exceptionnellement une prime. La partie fixe est déterminée en considération des normes usuelles pour des postes de responsabilités comparables.

Comme l'ensemble des dirigeants du groupe, il bénéficie en outre des dispositifs de prévoyance collective et de retraite complémentaire institués pour tous les salariés du groupe et ne bénéficie d'aucun autre avantage spécifique en matière de retraite supplémentaire.

Aucun titre de capital, ou donnant accès au capital, ou donnant le droit d'acquérir des titres du capital de Tessi SA, ne lui a été attribué. De plus, il ne perçoit pas de jetons de présence des mandats qu'il exerce, que ce soit dans des sociétés du groupe ou dans des sociétés autres mais à raison de ses fonctions dans le Groupe.

Les jetons de présence versés aux membres non salariés du Conseil d'Administration de Tessi SA au titre de 2012 s'élèvent à 60 000 euros.

Une convention de bail est conclue entre Tessi SA et la SCI Tony Garnier, détenue par le Président-directeur général, pour un montant annuel de 150 670 euros hors taxes.

NOTE 27 - Engagements donnés - reçus

1. Engagements donnés

- Tessi SA s'est engagée à l'octroi de cautions, avals et garanties, en cas de défaillance financière de ses filiales et des sociétés du Groupe qu'elle contrôle indirectement, dans la limite de 25 millions d'euros, et sans limitation de montant à l'égard des administrations fiscales et douanières.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société LOCAM à garantir que sa filiale (100 %) la société Tessi Informatique soit en mesure de faire face à toutes ses obligations au titre du contrat de prestations de services de gestion des cartes privatives conclu entre sa filiale et la société LOCAM. A défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de ses obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale) à apporter, en cas de défaillance financière de sa filiale Tessi GED tout le soutien nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles de sa filiale.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès du LCL - Le Crédit Lyonnais à apporter, en cas de défaillance financière de sa filiale Tessi Editique tout le soutien nécessaire à l'exécution des obligations contractuelles de sa filiale.
- Tessi SA s'est engagée par lettre de confort auprès de la société EUROPCAR France à garantir que ses filiales, les sociétés Tessi Documents Services et Tessi Editique, soient en mesure de faire face à toutes leurs obligations respectives au titre du contrat de prestations de services de numérisation de documents et d'éditique conclu avec la société EUROPCAR France. A défaut, Tessi SA s'est engagée à apporter les moyens humains et financiers nécessaires à l'exécution de leurs obligations ou fera en sorte qu'elles soient assurées par une autre filiale du Groupe Tessi.
- Tessi SA a accordé à l'actionnaire majoritaire une promesse d'achat portant sur 51 % des actions de la société Informatiques Services et Matériels - ISEM. Cette promesse

pourra être exercée en une fois par l'actionnaire majoritaire à compter du 1^{er} juillet 2014 et jusqu'au 30 septembre 2014 inclus.

- Tessi SA a accordé à l'actionnaire majoritaire une promesse de vente portant sur 49 % des actions de la société Informatiques Services et Matériels - ISEM. Cette promesse pourra être exercée en une fois par l'actionnaire majoritaire en cas de changement de contrôle de Tessi SA au sens de l'article L.233-3 du Code de Commerce entre le 17 décembre 2008 et le 17 décembre 2014 à minuit.
- Tessi SA a accordé à l'actionnaire minoritaire une promesse d'achat portant sur 20 % des actions de la société Sakarah. Cette promesse pourra être exercée en une fois par Tessi SA à compter du 1^{er} juillet 2014 et jusqu'au 31 décembre 2014 inclus.
- Tessi SA s'est engagée par lettre d'intention auprès de la Deutsche Bank AG à faire en sorte que sa filiale ICSB soit en mesure de faire face à ses engagements contractuels.
- Souscription par Tessi Documents Services auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 896 900 € en garantie des intérêts des URSSAF, clients de Tessi Documents Services
- Souscription par Logidoc-Solutions auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 550 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Logidoc-Solutions au titre du règlement des affranchissements postaux. Tessi SA s'est engagée par lettre d'intention auprès de la Société Générale à faire en sorte que la Banque n'encourt pas de perte du fait de son engagement avec Logidoc-Solutions et que Logidoc-Solutions respecte ses engagements envers la Société Générale et dispose d'une trésorerie suffisante.
- Souscription par Tessi MD auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant :
 - de 100 000 € pour garantir la société Distrimag SA de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi MD au titre du règlement des affranchissements postaux.
 - de 900 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi MD au titre du règlement des affranchissements postaux.Tessi SA s'est engagée par lettre d'intention auprès de la Société Générale à faire en sorte que la Banque n'encourt pas de perte du fait de son engagement avec Tessi MD et que Tessi MD respecte ses engagements envers la Société Générale et dispose d'une trésorerie suffisante.
- Souscription par Tessi Encaissements auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant :
 - de 60 000 € pour garantir la société Caisse Autonome de Retraite et de Prévoyance des Infirmiers, Masseurs Kinesithérapeutes, Orthophonistes et Orthoptistes - CARPIMKO en garantie du paiement de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Encaissements au titre d'une convention de délégation conclue entre CARPIMKO et Tessi Encaissements.
 - de 145 000 € pour garantir du paiement de toutes les sommes qui seraient dues à la Caisse Autonome de Retraite des Médecins Français – CARMF par Tessi Encaissements en sa qualité de mandataire de l'agent comptable du bénéficiaire.

- Souscription par Tessi Editique auprès de la Société Générale d'une caution bancaire d'un montant de 3 000 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Editique au titre du règlement des affranchissements postaux.
- Souscription par Tessi Editique auprès de la BNP d'une caution bancaire d'un montant de 1 000 000 € pour garantir la Poste de toutes sommes qui lui seraient dues par Tessi Editique au titre du règlement des frais d'affranchissement.
- XWZ 32 (mère de Tessi Editique) a accordé un cautionnement solidaire de la société Tessi Editique à hauteur de 1 000 000 € au profit de la BNP.

2. Engagements reçus

- L'actionnaire majoritaire détenant 51 % des actions de la société Informatiques Services et Matériels - ISEM a accordé à Tessi SA une promesse de vente. Cette promesse pourra être exercée par Tessi SA en une fois à compter du 1^{er} octobre 2014 et jusqu'au 31 décembre 2014 à minuit.

3. Dettes garanties par des sûretés réelles

- Tessi SA, nantissement :
 - de 129 614 actions de la société Logidoc-Solutions au profit de la Société Générale.
 - de la créance détenue sur le locataire au titre de la location d'un bien immobilier acquis en VEFA sis à LE HAILLAN au profit du CIC Lyonnaise de Banque.
- Tessi SA a accordé une promesse d'hypothèque de premier rang sur les locaux de Lyon au profit du Crédit Agricole Sud Rhône Alpes en garantie d'un emprunt.

4. Autres engagements financiers

Des emprunts ont fait l'objet d'une couverture d'intérêt partielle sur un montant nominal initial de 7,9 M€.

Aucun retraitement sur la valorisation de ces couvertures n'a été opéré au 31 décembre 2012 dans les comptes consolidés compte tenu du caractère non significatif de l'impact, qui par ailleurs a été apprécié à partir des valorisations des contreparties.

NOTE 28 - Périmètre de consolidation au 31 décembre 2012

Information relative aux filiales consolidées par secteur d'activités

1. Tessi documents services

Sociétés	Pays	Contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
2PL-Prod	France	100	100	IG
ACCES Informatiques	France	100	100	IG
ASPOne.fr	France	100	100	IG
Atelier Pré St Gervais	France	100	100	IG
ATIA	Vietnam	60	60	IG

Sociétés	Pays	Contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
A.T.I.P.	France	100	100	IG
BIPIO	Île Maurice	91,5	91,5	IG
BIP-Tessi	France	100	99,9	IG
Bordeaux Saisie	France	100	100	IG
C2I Production	France	100	100	IG
CLIP-Tessi	France	99,8	99,8	IG
GIP-Tessi	France	100	100	IG
Hexagonale Consultants	France	100	100	IG
ICSB	France	100	100	IG
ISEM	France	49	49	IG
Logidoc-Solutions	France	100	100	IG
Processure Company Limited	Île Maurice	50	50	IG
Perfo Service	France	100	100	IG
Prochèque Nord	France	100	100	IG
RIB Drôme	France	99,8	99,8	IG
RIB Rhône	France	100	100	IG
RIP-Tessi	France	100	100	IG
Sakarah	France	80	80	IG
SATC	France	100	100	IG
SDIP-Tessi	France	100	100	IG
SEDI	France	99,8	99,8	IG
SIP-Tessi	France	100	99,9	IG
SLTC	France	100	100	IG
SMIP-Tessi	France	100	100	IG
STMP	France	100	100	IG
Synercam	France	100	100	IG
TDC Tessi	France	100	100	IG
T.D.I	France	100	100	IG
TESCA	France	51	51	IG
Tessi Asia	Vietnam	75	75	IG
Tessi Chèque Auvergne	France	100	100	IG
Tessi Chèque Bordeaux	France	100	100	IG
Tessi Chèque Conseil	France	100	100	IG
Tessi Chèque Île de France	France	100	100	IG
Tessi Chèque Interbancaire	France	100	100	IG
Tessi Chèque Nanterre	France	99,8	99,8	IG
Tessi Chèque Normandie	France	100	100	IG
Tessi Chèque Rennes	France	100	100	IG
Tessi Contact Center	France	100	100	IG
Tessi Documents Services	France	99,9	99,9	IG
Tessi Editique	France	100	100	IG
Tessi Encaissements	France	100	100	IG
Tessi GED	France	100	100	IG
Tessi Informatique	France	100	100	IG
Tessi Paiements Services	France	100	100	IG
Tessi Technologies	France	100	100	IG
Tessi Tecnologia	Brésil	80	80	IG
Tessi-T.G.D	France	100	100	IG

Sociétés	Pays	Contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
Tessi Transactions Services	France	100	100	IG
Tigre	France	100	100	IG
TSI Action Informatique	France	100	100	IG
Tunis Data Services	Tunisie	100	100	IG
XWZ 32	France	100	100	IG

2. CPoR Devises

Sociétés	Pays	Contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
CPoR Devises	France	80	80	IG
Intactus	France	100	100	IG

3. Tessi marketing services

Sociétés	Pays	Contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
Soft Promo	France	100	100	IG
Tessi MD	France	100	100	IG
Tessi TMS	France	99,9	99,9	IG
Tessi Procurement	France	100	100	IG

4. Autres et non affectées

Sociétés	Pays	Contrôle	% intérêt	Méthode de consolidation
Tessi Services	France	100	100	IG